



Stage de la section académique du SNES-FSU

« Enseigner au lycée, quelles perspectives et
quelles ambitions ? »

Mardi 7 mars 2017

Dossier documentaire

- Programme de la journée
- Les propositions des candidats à l'élection présidentielle
- Les débats autour du baccalauréat
- Enquête du SNES-FSU : le bilan de l'accompagnement personnalisé
- Enquête du SNES-FSU : le bilan de l'autonomie des établissements
- Enquête du SNES-FSU : le bilan des enseignements d'exploration
- Enquête du SNES-FSU : les conditions de travail en lycée
- Enquête du SNES-FSU : les déséquilibres entre les filières
- Enquête du SNES-FSU : les inégalités sociales entre les voies du lycées

xxxx

Le secteur lycée du SNES-FSU : lycee@snes.edu

Section académique du SNES : s3ver@snes.edu - 01 41 24 80 56 - www.versailles.snes.edu

Le secteur lycée de la section académique : lycee@versailles.snes.edu

Les sections départementales du SNES-FSU

SNES-FSU 78 – snes78@versailles.snes.edu - 01 30 51 79 57

SNES-FSU 91 – snes91@versailles.snes.edu - 06 88 98 42 14

SNES-FSU 92 – snes92@versailles.snes.edu - 07 60 40 31 66

SNES-FSU 95 – snes95@versailles.snes.edu - 06 07 42 37 74

Stage de la section académique : « Enseigner au lycée, quelles perspectives et quelles ambitions ? »



Enseigner au lycée : quelles perspectives, quelles ambitions ?

La campagne électorale des Présidentielles semble faire du lycée un nouvel enjeu politique. **Angle mort de la loi de Refondation de 2012, le lycée version Chatel mis en place à partir de 2010, n'a pourtant jamais été remis en cause par les ministres de l'Éducation Nationale qui se sont succédés.** Le bilan de la réforme du lycée n'a jamais été réellement mené malgré les promesses ministérielles. Autonomie des établissements, Accompagnement personnalisé, Enseignements d'explorations, tutorat, passerelles, voie techno de moins en moins technologique, tout ce qui constituait le coeur de la réforme de 2010 fait la démonstration au quotidien de ses limites voire de ses effets délétères. **Miné par les effets conjoints de la poussée démographique et des nouvelles dispositions sur le redoublement, comment le lycée peut-il encore permettre de préparer correctement les jeunes à la poursuite d'étude dans le Supérieur ?** C'est à cette question cruciale qu'un stage comme celui-ci tente de répondre. Bilan de la réforme, effets de l'autonomie, nouveau statut des enseignants, fin du redoublement en Seconde et droit au redoublement en Terminale, poids de l'autonomie et relations avec la Région, carte des formations, des options, des langues... Ce stage tentera de décrypter les enjeux et les dispositifs pour offrir de nouvelles perspectives de revendications.

1-Point d'actualité, échelle académique et nationale

- Conditions de travail et d'études

2- Les enjeux des questions éducatives :

- Les arguments de campagne électorale
- Les projets des autres organisations syndicales
- L'unité du 2nd degré en question : la question du baccalauréat, liaisons Collège/lycée, liaison 2nd degré/supérieur, l'offre de formation.

3- La situation du lycée aujourd'hui : quel bilan ?

- L'autonomie
- Accompagnement personnalisé et enseignements d'exploration
- Organisation des enseignements : équilibre entre voies et séries, options, LV ...

4-Travailler à un autre projet pour le lycée : les propositions du SNES-FSU

Le bilan SNES-FSU de la réforme du lycée :

<https://www.snes.edu/Stage-national-des-9-et-10-11-2016-Quel-projet-pour-le-lycee.html>

[https://www.snes.edu/Reforme-du-lycee-le-bilan-impossible.html?](https://www.snes.edu/Reforme-du-lycee-le-bilan-impossible.html?debutmeme_rubrique=15#paginationmeme_rubrique)

[debutmeme_rubrique=15#paginationmeme_rubrique](https://www.snes.edu/Reforme-du-lycee-le-bilan-impossible.html?debutmeme_rubrique=15#paginationmeme_rubrique)

Propositions des candidats à l'élection présidentielle sur l'Education nationale

	Les personnels	L'autonomie, le fonctionnement des établissements	Les inégalités, la mixité sociale	Le primaire	Le collège et le lycée	L'enseignement supérieur la recherche
B. Hamon	<p>Amélioration des conditions de travail des enseignants : Poursuivre la revalorisation : salaires, gestion des carrières, formation initiale et continue... Chaque enseignant bénéficiera d'un nombre de jours variable de formation continue par an, en fonction de ses besoins et de son ancienneté. Renforcer la médecine du travail pour agir contre la souffrance au travail.</p> <p>40 000 enseignants supplémentaires, dont pour la formation continue : 15 000 postes.</p>		<p>Rénover la carte scolaire. Implication du privé qui doit intégrer les objectifs de mixité sociale : « on ne peut plus fonctionner avec deux écoles : l'une avec des contraintes, l'autre sans » (<i>Libération</i> du 6/01/17) Mise en place d'un service public de soutien scolaire assuré par les enseignants, qui permettra d'inclure dans le temps scolaire le travail personnel et</p>	<p>Priorité au primaire : + 20 000 postes pour ne pas dépasser 24 élèves par classe pour le cycle 2 et pas plus de 20 élèves par classe REP, outre-mer et territoires ruraux . Maternelle : Rendre la scolarité obligatoire dès 3 ans et même 2 ans dans les REP, pour cela + 3000 postes.</p>		0

Propositions des candidats à l'élection présidentielle sur l'Education nationale

	Les personnels	L'autonomie, le fonctionnement des établissements	Les inégalités, la mixité sociale	Le primaire	Le collège et le lycée	L'enseignement supérieur la recherche
J.-L. Mélenchon	<p>Recrutement important d'enseignants & CPE, à hauteur de l'ambition éducative et revalorisation salariale.</p> <p>Mise en place d'un pré-recrutement des enseignants afin que cette profession reste accessible à tous les milieux sociaux.</p> <p>Développement du service public d'orientation avec</p>	<p>Combattre la marchandisation de l'école avec refus de la mise en concurrence des établissements et de l'installation d'un marché de l'éducation sous couvert d'autonomie.</p>	<p>les devoirs. Étendre aux lycées la réforme de l'éducation prioritaire. Mise en place d'un indice social transparent pour évaluer objectivement les établissements faisant face à des difficultés.</p>	0	<p>Abolir la réforme du collège Revenir à un bac pro en 4 ans. Augmentation des investissements dans l'enseignement professionnel de 50 %</p>	<p>Réformer le conseil national des universités. Créer de nouveaux postes dans les universités et accorder des moyens supplémentaires. Rapprocher les grandes écoles et les universités</p>

Propositions des candidats à l'élection présidentielle sur l'Education nationale

	Les personnels	L'autonomie, le fonctionnement des établissements	Les inégalités, la mixité sociale	Le primaire	Le collège et le lycée	L'enseignement supérieur la recherche
	recrutement de COP.		<p>scolaire avec plus de moyens pour les établissements qui en ont le plus besoin. Favoriser la mise en œuvre des pédagogies alternatives.</p>			<p>(notamment moyens financiers) Titulariser les enseignants précaires des universités. Supprimer le crédit impôt recherche</p>
E. Macron		<p>Intensifier les efforts sur les réseaux REP+/REP, les écoles des quartiers en difficulté. Y attirer plus de professeurs expérimentés mieux payés et avec plus de liberté pédagogique. Réforme de la carte scolaire afin d'introduire plus de mixité</p>	<p>0</p>		<p>Ne pas toucher au collège unique. « Les sacrifiés du collège unique sont ceux qui ne savent pas lire et écrire en y arrivant ».</p>	<p>Plus d'autonomie, arriver à deux types d'universités : - Des universités de proximité tournées vers les bassins d'emplois locaux formant des étudiants Bac+2 . - Des universités de rang international formant des étudiants à BAC+5.</p>

Propositions des candidats à l'élection présidentielle sur l'Education nationale

	Les personnels	L'autonomie, le fonctionnement des établissements	Les inégalités, la mixité sociale	Le primaire	Le collège et le lycée	L'enseignement supérieur la recherche
F. Fillon LR	<p>Suppression de 500 000 postes de fonctionnaires, clé de voûte du programme de F.Fillon.</p> <p>39 heures payées 37 pr les fonctionnaires concernés par les 1607 heures /an correspondant aux 35 heures. Passer à 39 heures (sans augmentation de salaire) reviendrait à l'augmenter de 11,4% soit 182 heures en plus.</p> <p>Augmenter le temps de</p>	<p>- Présidence du CA confiée à une personnalité extérieure</p> <p>- Renforcer les expérimentations dans le projet de l'établissement.</p> <p>- Implication des CE dans la promotion des enseignants.</p> <p>- + Choix des</p>	<p>dans les établissements .</p> <p>Plus de moyens aux établissements les plus défavorisés. Il faut élargir la carte de formation de ces établissements s ou les conditions d'exercice sont difficiles.</p> <p>0</p>	<p>Scolarité obligatoire à 5 ans afin que l'apprentissage de la lecture commence en GS.</p> <p>Concentrer l'enseignement à l'école sur le socle de connaissances : calcul, lecture, écriture,</p>	<p>Collège et apprentissage : Abolir la notion de cycles et axer pendant 4 ans sur les disciplines fondamentales</p> <p>« stratégiques » : lecture, écriture, calculs, éducation civique, enseignement de l'esprit de défense</p>	

Propositions des candidats à l'élection présidentielle sur l'Education nationale

Les personnels	L'autonomie, le fonctionnement des établissements	Les inégalités, la mixité sociale	Le primaire	Le collège et le lycée	L'enseignement supérieur la recherche
<p>présence des professeurs dans l'établissement en liaison avec l'augmentation du temps travail. De 648 à 800 heures par an. Le nombre d'heures de cours restant lui inchangé.</p> <p>Revaloriser les enseignants et développer une part « mérite » dans leur salaire.</p> <p>Aider les enseignants en difficulté : tout enseignant en difficulté doit recevoir une aide dans les 8 jours.</p> <p>Moduler la charge d'enseignement en fonction de l'ancienneté ; par ex moins de cours en fin de carrière mais temps pour aider les jeunes collègues.</p> <p>Recruter les nouveaux enseignants au niveau de la première année de master.</p>	<p>personnels avec un profilage des postes.</p> <p>- Rendre obligatoire des dispositifs d'évaluation de la performance scolaire de chaque établissement ; les résultats présentés tous les ans au CA des établissements.</p>		<p>roman national, géographie ; cela doit représenter 3/4 du temps.</p> <p>Prise en charge par l'école des enfants en difficulté.</p> <p>Supprimer l'interdiction des devoirs.</p> <p>Permettre de les faire à l'école après la classe.</p> <p>Apprentissage de l'anglais ; la deuxième langue commençant au collège.</p>	<p>et du fait religieux, langues, économie numérique, environnement.</p> <p>Pas plus de 5 enseignants dans les deux premières années du collège (meilleure continuité avec le primaire)</p> <p>Allonger le temps scolaire jusqu' à fin juin (sic)</p> <p>DNB : 3 épreuves dont une de français comprenant une dictée de 30 lignes .</p> <p>DNB nécessaire pour entre au lycée.</p> <p>3e : 3 séquences d'une semaine chacune de découverte des métiers.</p> <p>Rétablir la note</p>	

Propositions des candidats à l'élection présidentielle sur l'Education nationale

Les personnels	L'autonomie, le fonctionnement des établissements	Les inégalités, la mixité sociale	Le primaire	Le collège et le lycée	L'enseignement supérieur la recherche
				<p>de vie scolaire. Élèves perturbateurs exclus confiés à des établissements chargés de corriger leur comportement ...e t de les remettre sur la voie des apprentissages Developper l'apprentissage à 15 ans.</p> <p>Lycée : Reconquête du mois de juin, bac en juillet. Simplifier le bac : 4 épreuves, français et 3 matières dominantes de la série. Pour le reste : contrôle continu. Confier aux régions la responsabilité de l'enseignement</p>	

Propositions des candidats à l'élection présidentielle sur l'Education nationale

Les personnels	L'autonomie, le fonctionnement des établissements	Les inégalités, la mixité sociale	Le primaire	Le collège et le lycée	L'enseignement supérieur la recherche
				<p>professionnel scolaire pour organiser une plus grande cohérence entre les lieux de formation et les bassins d'emploi.</p>	
M. Le Pen FN	0		<p>Uniforme. Méthode syllabique imposée. 50 % du temps consacré à l'apprentissage du français.</p>	<p>Uniforme. Abolition des réformes qui se succèdent depuis Haby. En finir avec le collège unique et revaloriser l'enseignement professionnel <u>Instaurer le cours magistral à tous les niveaux et dans toutes les disciplines</u> Programmes élaborés par collège d'enseignants. Nouvel enseignement : civisme et droit avec pour mission l'intégration à la</p>	<p>- Interdiction des signes religieux à l'université - Sélection à l'entrée pour renouer avec l'idée d' excellence.</p>

Propositions des candidats à l'élection présidentielle sur l'Education nationale

	Les personnels	L'autonomie, le fonctionnement des établissements	Les inégalités, la mixité sociale	Le primaire	Le collège et le lycée	L'enseignement supérieur la recherche
Nathalie Arthaud (LO)	0	0	0	0	nation. 0	0
Philippe Poutou NPA					0	

Stage de la section académique : enseigner au lycée, quelles perspectives et quelles ambitions ?



Les débats autour du baccalauréat.

Le think tank **Terra Nova** a tenté en juin dernier de relancer un débat sur le baccalauréat à travers un « rapport ». Ce rapport est l'occasion pour Terra Nova à la fois de réactiver des critiques de l'examen (dont la répétition ne garantit pas la pertinence), et d'avancer **des propositions de réforme du bac qui sont aussi un projet de réforme de l'organisation des enseignements en lycée** – projet de réforme qui n'est pas non plus très original, puisqu'on y retrouve les mandats de l'Unsa et le projet de réforme Darcos de 2008.

On retrouve dans le rapport de Terra Nova un concentré des critiques habituellement portées par les organisations « réformistes » et/ou les rapports d'inspection, et qui visent essentiellement à **construire un problème en dramatisant les constats plus ou moins malhonnêtes** : l'accès au bac reste marqué par de fortes inégalités sociales et de genre ; l'organisation du bac est lourde, chronophage, source de tensions pour les élèves et les personnels ; le coût du bac est excessif ; de nombreux cours sont supprimés à cause des épreuves ; la « certification » des apprentissages n'est pas efficace (compensations des notes) ; le bac prépare mal à l'enseignement supérieur (orientation défailante, nombreux échecs à la fac, etc.) ; il y a trop d'épreuves (toutes les disciplines veulent leur épreuve finale), trop d'options facultatives (qui ne servent qu'à obtenir des mentions), trop de LV étudiées, etc. ; l'affectation dans le supérieur se fait sur la base du contrôle continu (APB) ; etc. Le constat global est sans appel : le baccalauréat n'est plus qu'un « *passage obligé inefficace et inutile* », une « *machine infernale* », une « *machinerie bureaucratique au bord de la rupture* »... On note au passage que d'après Terra Nova, « *la progression de la réussite au bac est en partie un trompe-l'oeil, due à la montée en force des filières pro et techno* »... (une belle marque de mépris pour les voies technologiques et professionnelles!).

Les propositions de Terra Nova consistent avant tout à modifier profondément l'organisation du cycle terminal (Terra Nova ne s'exprime – implicitement – que sur les enseignements généraux / séries générales, même si des allusions sont faites aux autres disciplines / séries, mais sans que l'organisation correspondante soit explicitée) :

- organisation en 4 semestres (2 en 1^{ère}, 2 en terminale) ;
- durant chaque semestre, les élèves suivent (et valident) 7 « unités d'enseignement » de 4h chacune ;
 - « *les disciplines étudiées incluront toutes les disciplines générales (français, histoire-géographie, langue vivante, EPS, philosophie, mathématiques, sciences expérimentales)* » (note : les professeurs d'enseignements artistiques ou de sciences économiques et sociales, par exemple, apprécieront) ;
 - les élèves choisissent dès la fin de la 2nde les disciplines qu'ils étudieront, sachant que chaque discipline peut donner lieu à des UE différentes (de base, d'approfondissement... on peut donc par exemple suivre 2 UE de français et 3 UE de maths pendant le même semestre ou la même année) ; ils sont aidés dans leur choix (qui les « responsabilise ») par les « *professeurs tuteurs* »
- chaque enseignant étant appelé à exercer cette fonction qui « *permet de remettre le service*

public d'orientation au centre de la classe ». Les élèves construisent donc leurs parcours de façon plus souple et autonome.

-la validation de la plupart des UE se fait en « contrôle en cours de formation », et les épreuves finales sont réduites à deux épreuves en fin de semestre 2 (fin de 1ère – français et une autre discipline), et deux autres épreuves en fin de semestre 3 (février de l'année de terminale – philosophie et une autre discipline).

-le semestre 4 prend essentiellement la forme d'un travail interdisciplinaire sur le modèle des TPE ou du « colloquio » italien.

Il y aurait beaucoup à dire sur de nombreux passages de ce rapport, qui combine mépris pour les voies technologique et professionnelle, méconnaissance du travail des enseignants et des copys, lieux communs et approximations concernant le bac, et parfois même contradictions internes. On se contentera ici de deux remarques :

-ce projet « novateur » est tout sauf nouveau : c'est le projet de l'Unsa, et c'est à peu de choses près le projet que Darcos avait tenté d'imposer en 2008 (modules semestriels de 3h, contrôle continu, suppression des séries, etc.). Il conserve les mêmes dangers que nous avons déjà pointés à cette époque : élèves « perdus » ou bénéficiant de « délits d'initiés » du fait de la suppression des séries ; dangers d'une spécialisation trop forte ; discontinuité des apprentissages par l'organisation semestrielle ; évaluation permanente du fait du contrôle continu (et dangers connus du contrôle continu) ; etc.

-les travaux du CNESCO fragilisent beaucoup les affirmations du rapport de Terra Nova. Le think tank explique doctement que « *aucun autre pays n'accorde une telle valeur à un examen terminal d'ampleur nationale* », et que le baccalauréat est trop compliqué dans sa structure, repose sur trop de disciplines évaluées, trop d'épreuves, etc. Or, dans le même temps, le CNESCO publie un dossier sur le baccalauréat, en s'appuyant comme à l'accoutumée sur une revue de la littérature scientifique au du baccalauréat, et des examens en général. **Le CNESCO remarque d'abord que « le bac [est] un modèle devenu majoritaire dans les pays de l'OCDE »,** et que « *en 20 ans [1995-2015], le nombre de pays de l'OCDE organisant un examen national (ou central) à la fin du secondaire, a quasiment doublé. Sur les 37 pays de l'OCDE, 27 ont un examen final, soit plus de deux tiers d'entre eux* ». **Le CNESCO explique en particulier que l'examen national, terminal, et extérieur à l'établissement, est un modèle qui satisfait de nombreux acteurs (élèves, parents, universités, entreprises) pour toutes les garanties de qualité de l'éducation qu'il apporte...** Par ailleurs, le CNESCO remarque que « *les recherches sur les effets des examens nationaux, conduites depuis 15 ans dans les pays de l'OCDE, montrent que leur présence permet à la fois une élévation générale du niveau scolaire des élèves et une réduction des inégalités à l'école* ». Pour qu'un examen national ait « *des effets vertueux sur les apprentissages* » des élèves, il faut cependant des conditions : que les disciplines évaluées soient nombreuses, et que les exercices qui permettent de valider les apprentissages soient complexes et exigeants. Ceci amène le CNESCO à conclure : « *au total, le baccalauréat français, qui embrasse un champ très large de matières et propose aux élèves une multiplicité d'épreuves complexes, correspond bien aux formes d'évaluations qui peuvent avoir un effet bénéfique sur les résultats des élèves* ».

Pour consulter :

-le rapport de Terra Nova : tnova.fr/etudes/comment-sauver-le-bac

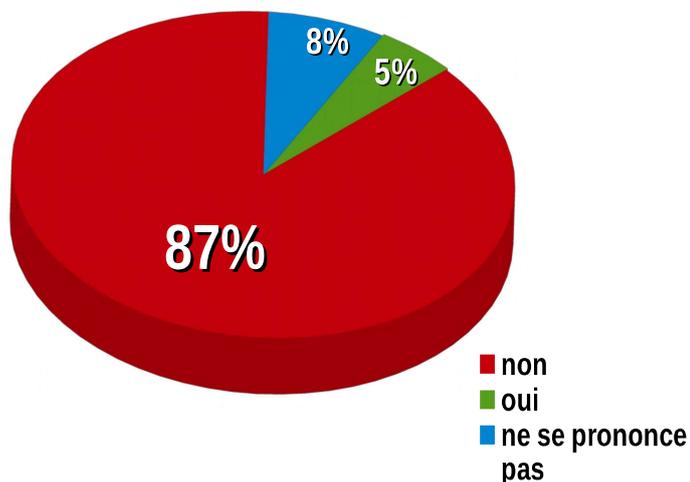
-le dossier du CNESCO : www.cnesco.fr/fr/debats-autour-du-baccalaureat/

La réforme du lycée a-t-elle créé des outils efficaces pour favoriser la réussite des élèves ?



► Pas d'amélioration pour les élèves en difficulté !

"Depuis la réforme du lycée, je peux davantage aider les élèves en difficulté à progresser"



- presque **9 enseignants sur 10** en lycée considèrent que la réforme n'a en rien amélioré leurs possibilités de faire mieux réussir les élèves en difficulté...
- ... et pour cause, les effectifs par classe ont explosé, et beaucoup de disciplines ont perdu leurs possibilités de travailler en petit groupe.

Source : SNES, enquête lycée, janvier 2016.
1420 enseignants interrogés, France entière.

► L'accompagnement personnalisé n'a pas fait ses preuves !

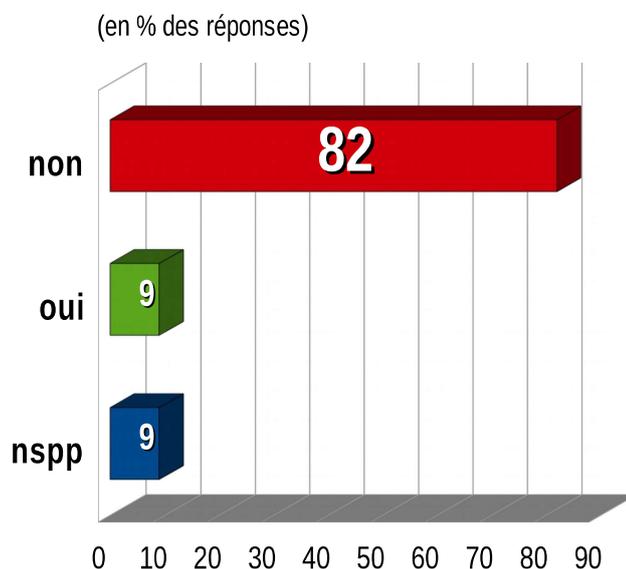
"L'accompagnement personnalisé permet réellement un meilleur suivi individualisé des élèves"

● L'accompagnement personnalisé (AP) était présenté comme **l'innovation majeure de la réforme de 2010**. Il devait permettre de favoriser la réussite des élèves, en permettant un meilleur suivi individualisé de chacun...

● ... mais le bilan est sans appel : **8 enseignants sur 10 font un constat d'échec de l'AP** au regard de l'enjeu du suivi des élèves.

● Il faut dire que seuls 22,7 % des enseignants ont « toujours » des groupes à effectifs réduits pour l'AP, alors que **29,9 % des enseignants doivent faire de l'accompagnement « personnalisé »... en classe complète !**

Source : SNES, enquête lycée, janvier 2016.
1403 enseignants interrogés, France entière.



A quoi sert une réforme si elle ne permet pas aux enseignants d'aider les élèves à mieux réussir ?

L'autonomie locale des établissements est-elle une organisation satisfaisante ?

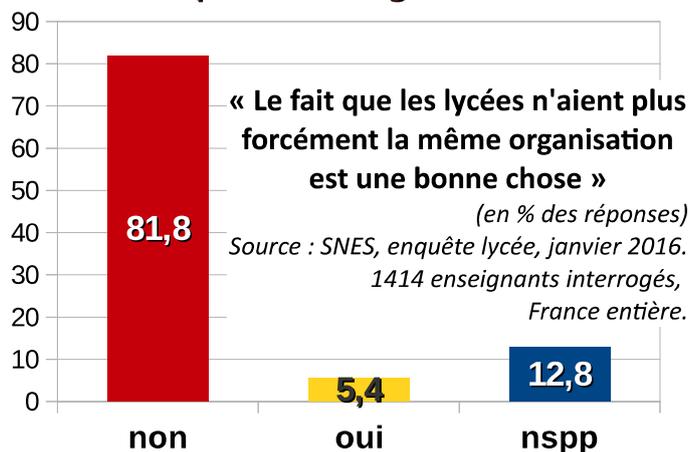


► L'organisation des lycées est de plus en plus hétérogène.

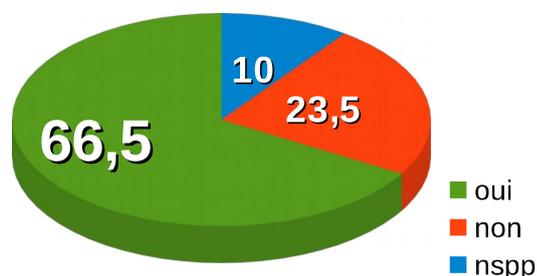
LA DOTATION GLOBALISÉE CONDUIT À DE GRANDES DISPARITÉS ENTRE LES ÉTABLISSEMENTS

« - 2,3 heures en moyenne pour des dédoublements en mathématiques, français, histoire géographie et EPS (avec un écart allant de 0 à 4 heures) ;
- 3 heures en moyenne pour des dédoublements en sciences expérimentales, de façon très homogène ;
- 2,2 heures en moyenne pour organiser des groupes réduits en langues vivantes (avec un écart allant de 0 à 4,8 heures) ;
- 1,5 heure en moyenne pour l'AP (avec un écart important, de 0 à 6 heures) ;
- 3,4 heures en moyenne pour des groupes réduits en enseignements d'exploration, pour des options ou les sections européennes (avec un écart important de 0,2 heure à 8 heures). »
Extrait du rapport 2012-13 : « Suivi de la mise en œuvre de la réforme du lycée d'enseignement général et technologique », MEN

Un fonctionnement rejeté par les enseignants !



► Les enseignants et les disciplines sont mis en concurrence.



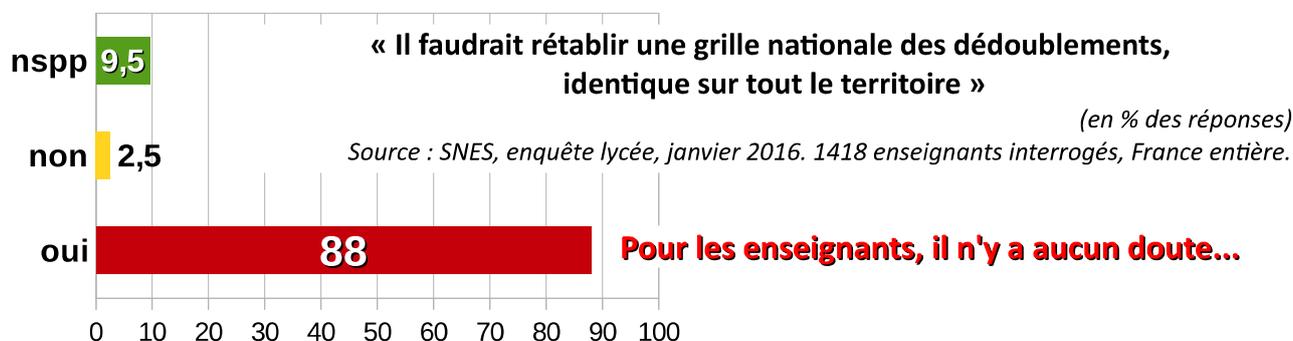
« Chaque année, il faut négocier pour obtenir des heures à effectifs réduits »

(en % des réponses)

Source : SNES, enquête lycée, janvier 2016. 1414 enseignants interrogés, France entière.

L'autonomie locale, c'est l'obligation pour chaque discipline de « se battre » contre toutes les autres pour avoir des conditions de travail supportables...
L'autonomie locale ne favorise pas le travail en équipe, mais la concurrence généralisée !

► Il faut rétablir une organisation nationale des enseignements !



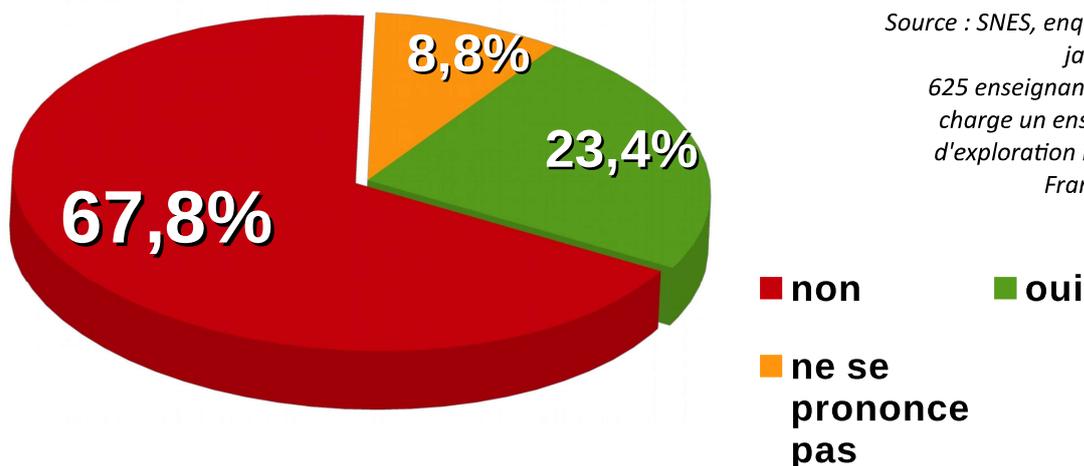
**Il faut sortir du dogme de l'autonomie locale des établissements !
L'organisation des établissements doit redevenir nationale !**

Les « enseignements d'exploration » sont-ils une « innovation » satisfaisante ?



► Un dispositif désavoué par les enseignants !

"L'enseignement d'exploration permet aux élèves de faire des apprentissages efficaces"



► Un statut dégradé pour de nombreuses disciplines !

Les anciens « enseignements de détermination » ont été transformés en « enseignement d'exploration » par la réforme de 2010. Les disciplines scolaires concernées ont alors subi un affaiblissement très net de leur statut :

- **horaire hebdomadaire divisé par deux** : toutes les disciplines technologiques, et les SES, ont été touchées. Comment découvrir une nouvelle discipline en 1,5h / semaine, au lieu de 2,5 à 3h / semaine avant la réforme ? Comment en faire comprendre toutes les spécificités, et ainsi permettre aux élèves de s'orienter de manière plus rationnelle ?

- **tentatives de rendre ces enseignements « invisibles »** : de nombreux chefs d'établissement « interdisent de noter » (ce qui est contraire à la liberté pédagogique), ou font disparaître les notes des bulletins scolaires (ce qui « annule » symboliquement l'apport de ces disciplines à la formation des élèves).

Les enseignements d'exploration n'ont rien amélioré en termes d'apprentissages ou d'orientation des élèves...

Mais ils ont dégradé la situation des disciplines concernées, et des enseignants qui les ont en charge.

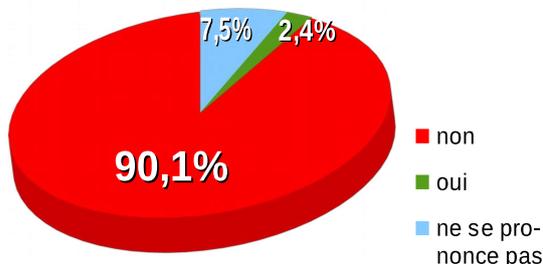
Pour le SNES-Fsu, le statut même d'enseignement d'exploration doit être ré-interrogé !

La réforme du lycée a-t-elle amélioré les conditions de travail en lycée ?



► L'avis des enseignants est sans appel...

"Mes conditions de travail se sont améliorées"



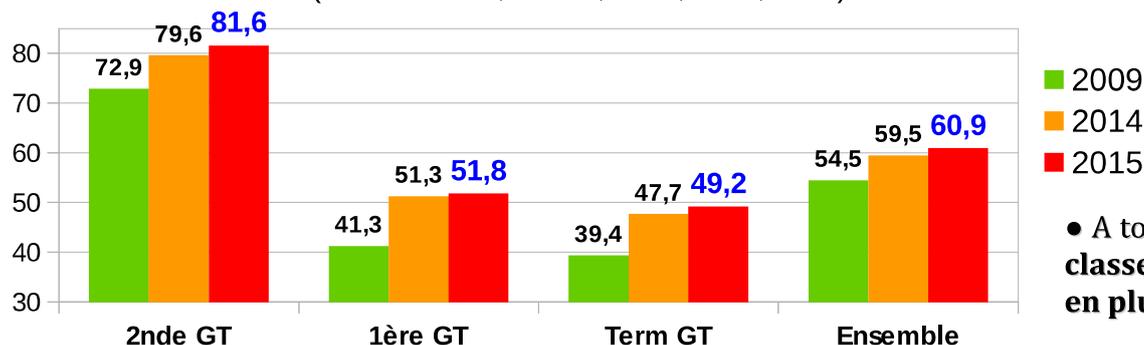
● **9 enseignants sur 10** en lycée considèrent que **leurs conditions de travail ne se sont pas améliorées** depuis la réforme du lycée.

Source : SNES, enquête lycée, janvier 2016.
1426 enseignants interrogés, France entière.

► Les effectifs par classe ont explosé !

Part des classes de LEGT aux effectifs supérieurs ou égaux à 30 élèves (en %)

(source : MEN, RERS, 2010, 2015, 2016)

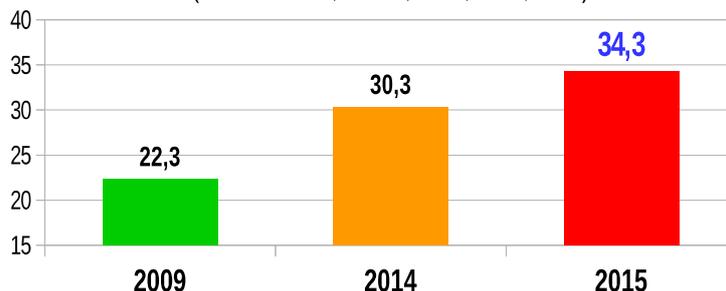


● A tous les niveaux, **les classes sont de plus en plus surchargées...**

● En 2nde GT, **plus du tiers des classes compte 35 élèves ou plus**, contre moins d'un quart en 2009...

Part des classes de 2nde GT aux effectifs supérieurs ou égaux à 35 élèves (en %)

(Source : MEN, RERS, 2010, 2015, 2016)



...et ça continue... jusqu'où ?

+ 48 000...

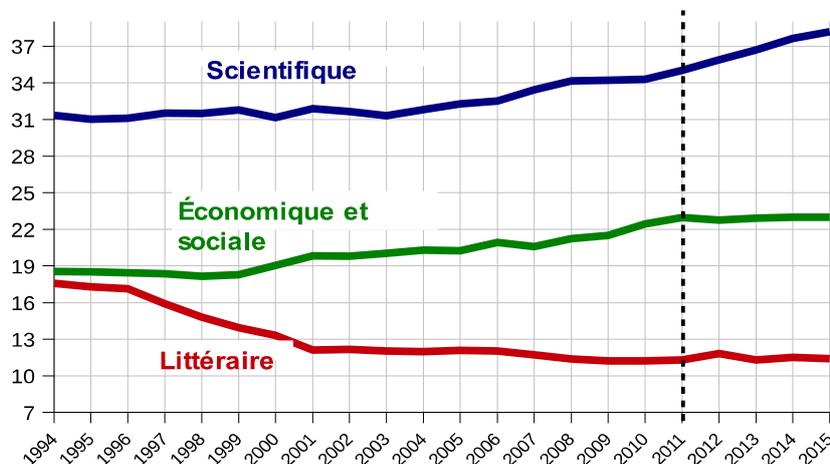
...c'est le nombre d'élèves supplémentaires qui viendront grossir les rangs des LEGT en cette rentrée 2016, d'après les prévisions du ministère...

Peut-on améliorer la réussite des élèves en lycée si les conditions de travail des enseignants se dégradent ?

La réforme du lycée a-t-elle rééquilibré les séries générales et technologiques ?



► Les déséquilibres entre séries générales s'accroissent.

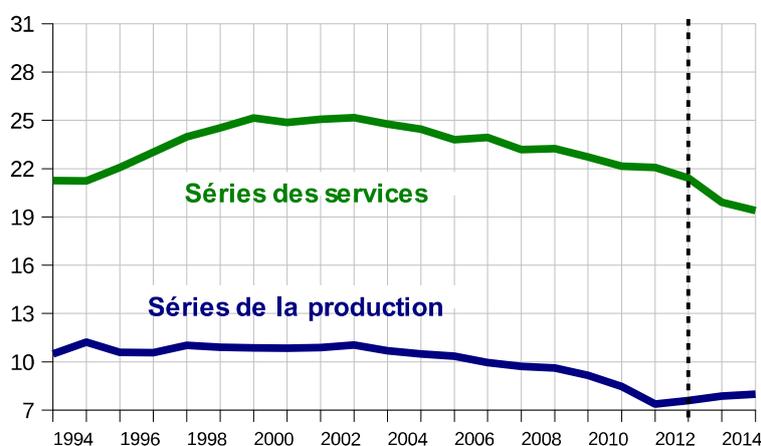


Part en % de chaque série dans l'ensemble des élèves de terminale.

source : MEN, RERS 2015

- En affaiblissant structurellement les spécificités des **séries ES et L**, la réforme a réduit leur « attractivité ».
- Parallèlement, la réforme a renforcé l'image de la **série S** comme « la plus généraliste », et donc sa fonction de série « refuge ».

► La voie technologique affaiblie.



Part en % de chaque série dans l'ensemble des élèves de terminale.

source : MEN, RERS 2016

- La réforme de la voie technologique a accentué la chute des **séries technologiques tertiaires**.
- La chute des **séries industrielles** semble s'être arrêtée ? Les apparences sont trompeuses : au sein de ces séries, la principale (**STI / STI2D**) a vu ses effectifs diminuer de 16,5% en 1ère, entre 2010 et 2015, pendant que les effectifs totaux de 1ère augmentaient de 2,1%...

La réforme avait pour objectif un « rééquilibrage entre la voie générale et la voie technologique et entre les séries de la voie générale ».

L'échec est total.

La réforme du lycée n'a pas remis en cause la hiérarchie implicite des voies et des séries.

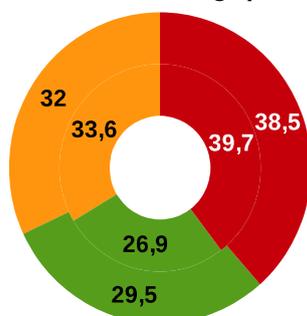
La réforme du lycée a-t-elle fait diminuer les inégalités sociales entre voies de formation ?



► Malgré les attaques, la voie technologique reste la plus équilibrée...

Composition sociale de la voie technologique, comparée à celle du 2nd degré, en %

- La voie technologique est celle dont la composition sociale est la moins marquée par les inégalités sociales.
- Bien qu'affaiblie par la réforme du lycée, elle continue de jouer son rôle démocratisant.



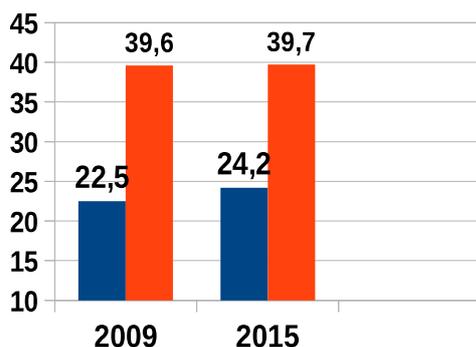
- favorisée
- moyenne
- défavorisée

intérieur : ensemble du 2nd degré
extérieur : voie technologique

Source : MEN, RERS, 2010 / 2016

► La voie générale : toujours pas de véritable démocratisation...

Part des élèves d'origine défavorisée dans les séries générales, en %



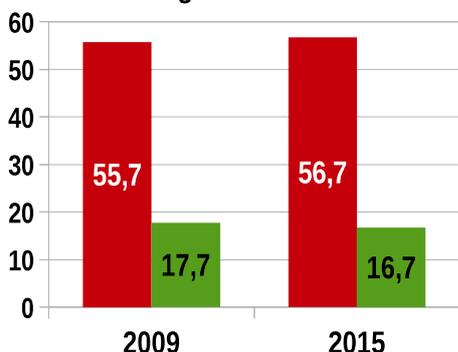
- voie générale
- ensemble 2nd degré

- Entre 2009 et 2015, le poids des élèves d'origine défavorisée dans les séries générales a certes très légèrement augmenté...
- ... mais **ces élèves d'origine populaire restent très fortement sous-représentés** dans cette voie de formation.

Source : MEN, RERS, 2010 / 2015

► Une voie professionnelle toujours marquée par les inégalités sociales.

Part des élèves d'origine favorisée et défavorisée dans la voie professionnelle, en %



- origine défavorisée
- origine favorisée

- La voie professionnelle était majoritairement composée d'élèves d'origine populaire avant les réformes du Bac Pro et du LEGT...
- ... La situation n'a quasiment pas évolué depuis. Les écarts entre élèves d'origines favorisée et défavorisée se sont même un peu creusés.

Source : MEN, RERS, 2010 / 2016

**Les réformes des lycées de 2009 et 2010 n'ont rien changé aux déséquilibres sociaux entre voies de formation...
Une occasion manquée pour la démocratisation du lycée !**